

Défense des agences publiques santé et environnement

13 avril 2026

Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République française

Palais de l'Élysée

55 rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 Paris

Paris, le [ajouter date]

Monsieur le Président de la République,

L'ampleur des défis sanitaires, climatiques et environnementaux requiert une action globale et coordonnée, au-delà de la seule santé humaine. L'organisation du Sommet One Health le 7 avril prochain constitue, en ce sens, un signal positif, en permettant de réunir les acteurs régionaux, nationaux et internationaux engagés dans la mise en œuvre de l'approche « une seule santé ».

Agir concrètement pour la santé humaine, animale et environnementale, telle est l'ambition de l'approche « une seule santé » qui appelle à un travail collaboratif et collectif pour répondre aux enjeux sanitaires et prévenir les risques qui pèsent sur notre avenir. Cependant, l'approche « une seule santé » représente une ambition qui ne peut exister sans un certain nombre de conditions nécessaires pour garantir sa bonne application. Parmi ces conditions, l'existence d'une expertise scientifique, sanitaire, environnementale et climatique, garantie par des structures publiques et indépendantes, est impérative.

Pourtant, aujourd'hui en France, nous assistons à une remise en cause préoccupante de la parole scientifique et du rôle de l'expertise publique dans la décision politique. Les agences sanitaires et environnementales, telles que l'Anses, Santé publique France, l'Office français de la biodiversité, l'Agence Bio ou l'ADEME, font l'objet d'attaques régulières qui fragilisent leurs missions et interrogent les conditions de leur indépendance.

Coupes budgétaires, suppressions de postes, remise en cause de leur périmètre

d'action : ces institutions, dont la vocation est d'éclairer la décision publique et de protéger la santé et les conditions de vie des citoyens, se trouvent aujourd'hui sous pression.

L'affaiblissement de ces agences et la contestation croissante de l'expertise scientifique y compris au sein du gouvernement actuel constituent un signal particulièrement préoccupant. Les défis auxquels nos sociétés sont confrontées, changement climatique, émergence de nouveaux risques sanitaires, dégradation de la biodiversité et des milieux, rendent au contraire indispensable une expertise scientifique indépendante, robuste et pleinement reconnue dans l'élaboration des politiques publiques.

C'est pourquoi, nous, organisations et associations de la société civile mobilisées dans les champs de la santé, du climat et de l'environnement, appelons à reconnaître le rôle clé des agences publiques dans la décision publique, à garantir le maintien de leurs fonctions essentielles et de leurs moyens de fonctionnement et à préserver l'autonomie et l'indépendance de l'expertise publique en matière de santé, de climat et d'environnement.

Monsieur le Président de la République, à l'occasion du Sommet One Health, nous vous appelons à porter un message fort en faveur de la protection de la science et de son rôle pour éclairer nos politiques publiques, au service de la sécurité sanitaire et environnementale des Français. Dans ce contexte, nous sollicitons une audience officielle pour discuter de ces enjeux cruciaux avec vous.

Veillez recevoir, Monsieur le président de la République, l'expression de notre plus haute considération.

De nombreuses organisations de la société civile sont co-signataires de ce courrier, dont Indecosa CGT.